

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les règlements annexés à l'arrêté susvisé du 22 février 1963 modifié sont annulés.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 dudit arrêté sont modifiées comme suit :

a) Au paragraphe 1<sup>er</sup>, remplacer « les dispositions du règlement annexé au présent arrêté », par « les dispositions des règlements et du code sportif de la fédération française de boxe ».

b) Au paragraphe 4<sup>o</sup> - a, remplacer « en conclusion de la visite médicale prévue avant chaque combat (art. 3 du règlement annexé au présent arrêté) », par « en conclusion de la visite médicale prévue avant chaque combat par les règlements et le code sportif de la fédération française de boxe ».

Art. 3. — La liste des boxeurs engagés est supprimée des renseignements à fournir dans la demande d'autorisation à déposer entre les mains du préfet, énumérés au paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 4 de l'arrêté susvisé du 22 février 1963.

Art. 4. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> octobre 1968.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur de l'éducation physique et des sports,  
MARCEAU CRESPIN.

## Création du brevet d'Etat de moniteur de voile.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, modifiée pour ses articles 4 et 6 par la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967 ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif, modifié pour ses tableaux annexés par l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1967 ;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1965 portant création du brevet d'Etat de moniteur de voile (premier degré) ;

Vu le décret n° 62-784 du 9 juillet 1962 relatif à la sécurité et à la navigation dans les eaux maritimes des embarcations de plaisance à voile d'une jauge inférieure à 2 tonneaux ;

Vu le décret n° 66-155 du 15 mars 1966 réglementant la conduite en mer des navires de plaisance à moteur ;

Vu l'arrêté du 15 mars 1966 relatif aux examens pour l'obtention des permis de conduire en mer les navires de plaisance à moteur ;

Vu le décret n° 68-673 du 25 juillet 1968 portant transfert au Premier ministre d'attributions relatives à la jeunesse et aux sports ;

Vu le décret n° 68-674 du 25 juillet 1968 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports,

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est créé un brevet d'Etat de moniteur de voile qui autorise ses titulaires à enseigner, contre rémunération, la navigation à voile sur embarcations de plaisance et bateaux de sport d'une jauge brute inférieure à deux tonneaux.

En mer, cette autorisation est limitée à une zone littorale définie par l'article 2 du décret du 9 juillet 1962 susvisé.

Art. 2. — Pour être admis à se présenter aux épreuves de l'examen conduisant à la délivrance du brevet d'Etat de moniteur de voile, les candidats doivent répondre aux conditions suivantes :

1° Etre âgé de dix-huit ans révolus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'examen ;

2° Avoir pratiqué la navigation à voile pendant au moins deux saisons ;

3° Avoir passé avec succès un test de natation consistant dans un 100 mètres nage libre, départ plongé, sans limite de temps ;

4° Etre titulaire d'un permis de conduire en mer les bateaux à moteur.

Art. 3. — Pour faire acte de candidature, les personnes désirant obtenir le brevet d'Etat de moniteur de voile doivent faire parvenir au service académique de la jeunesse et des sports du lieu de leur domicile principal, un mois au moins avant la date fixée pour les épreuves, un dossier comprenant :

Une demande d'inscription sur papier libre faisant ressortir leur niveau d'instruction, leur expérience dans le domaine de la navigation à voile, les stages effectués ;

Une fiche d'état civil ;

Un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois ;

Une attestation des organismes fédéraux ou autres ayant contrôlé leur formation, leur activité et leur participation éventuelle à des régates ;

Un certificat médical attestant de leur aptitude physique à pratiquer et à enseigner la navigation à voile datant de moins de trois mois.

Elles doivent produire en outre, le jour de l'examen :

Une attestation d'un service de la jeunesse et des sports certifiant qu'elles ont, depuis moins de trois mois, effectué un 100 mètres nage libre, départ plongé, sans limite de temps ;

Un permis de conduire en mer les bateaux à moteur de catégorie A, au moins, délivré dans les conditions fixées par les décret et arrêté du 15 mars 1966 susvisés.

Art. 4. — Le jury chargé d'examiner les candidats au brevet d'Etat de moniteur de voile est nommé par le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports, et constitué comme suit :

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports, ou son représentant, président.

Le président de la fédération française du yachting à voile ou son représentant.

Le directeur de l'école nationale de voile ou son représentant.

Quatre spécialistes choisis à raison de leur compétence en matière de navigation à voile, plus spécialement sur dériveur, dont deux conseillers techniques régionaux. Pour les sessions regroupant plus de trente candidats, le nombre de ces spécialistes est augmenté à raison d'un spécialiste pour dix candidats ou fraction de dix candidats supplémentaires.

Un médecin.

Art. 5. — L'examen du brevet d'Etat de moniteur de voile comporte :

Une épreuve écrite ;

Des épreuves pratiques ;

Des épreuves pédagogiques ;

Des épreuves orales.

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20.

Pour les épreuves pratiques et pédagogiques toute note égale ou inférieure à 6 est éliminatoire après décision du jury.

## I. — Epreuve écrite.

Cette épreuve est passée la première et consiste à répondre à une série de questions se rapportant aux bases techniques fondamentales de la voile et aux manœuvres du voilier. Sa durée est de deux heures (coefficient 2).

## II. — Epreuves pratiques.

Ces épreuves sont au nombre de 3 :

1° Exécution d'un parcours sur un dériveur léger d'initiation. Le candidat prépare le bateau mis à sa disposition. Seul à bord, il effectue :

Le départ d'une plage ;

Un parcours autour de trois bouées disposées en triangle et distantes de 300 à 600 mètres les unes des autres ;

L'accostage d'une embarcation ou d'un ponton ;

Un retour sur la plage de départ.

Cette épreuve est organisée par vent de force 2 à 4 et, autant que possible, sous forme de régates.

La note attribuée est affectée du coefficient 2.

2° Conduite d'une embarcation à la godille et après tirage au sort soit à l'aviron, soit à la pagaie.

Pour cette épreuve, qui est organisée sur un parcours défini, le candidat est jugé sur sa maîtrise et son aisance (coefficient 1).

3° Secourisme élémentaire.

Cette épreuve consiste dans un ou deux exercices pratiques de ranimation et dans quelques commentaires s'y rapportant, compte tenu du programme annexé (coefficient 1).

## III. — Epreuves pédagogiques.

Ces épreuves sont au nombre de deux, l'une théorique, l'autre pratique :

1° L'épreuve théorique consiste dans un exposé fait en salle. Le candidat a quinze minutes pour le préparer. Un tableau est mis à sa disposition pour lui permettre d'illustrer ses explications par des croquis.

Le candidat est jugé principalement en fonction de la clarté de son enseignement.

La note qui lui est donnée est affectée du coefficient 1.

2° La conduite d'une leçon ou d'une partie de leçon doit présenter un caractère essentiellement pratique.

Le thème et les conditions d'exécution (un ou plusieurs bateaux...) sont précisés au candidat quinze minutes à l'avance.

La note attribuée est affectée du coefficient 2.

## IV. — Epreuves orales.

Ces épreuves consistent en trois interrogations relatives :

1° A la technique et à la tactique élémentaire de la régate ;

2° Aux connaissances nautiques ;

3° A la réglementation et à la sécurité des activités nautiques.

Les notes attribuées pour ces trois interrogations sont affectées chacune du coefficient 1.

Art. 6. — Pour pouvoir prétendre au brevet d'Etat de moniteur de voile, les candidats doivent n'avoir été sanctionnés par aucune note éliminatoire définitive et avoir obtenu un total de 120 points.

Sur proposition du jury, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports, arrête la liste des candidats admis à l'examen.

Art. 7. — Les programmes des matières faisant l'objet des épreuves définies par l'article 5 du présent arrêté sont publiés en annexe.

Art. 8. — Les dispositions de l'arrêté du 7 octobre 1965 susvisé sont abrogées et remplacées par celles du présent arrêté, qui prendront effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969.

Art. 9. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 octobre 1968.

JOSEPH COMITI.

NOTA. — Les programmes annexés au présent arrêté seront publiés au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale.

## DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Commissions consultatives des marchés imputables sur les budgets des territoires d'outre-mer ou sur le F. I. D. E. S.

Par arrêté du 21 octobre 1968, M. Joseph Berthier, conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé président des commissions consultatives des marchés imputables sur les budgets des territoires d'outre-mer ou sur le F.I.D.E.S., en remplacement de M. Henri Bechet, qui a été nommé président de chambre à la Cour des comptes.

## MINISTÈRE D'ETAT CHARGE DES AFFAIRES SOCIALES

### Homologation d'appareils de radiologie et d'électricité médicale.

Le ministre d'Etat chargé des affaires sociales,

Vu l'arrêté interministériel du 27 juin 1952 relatif aux règles concernant les techniques d'établissement et d'installation des appareils de radiologie, d'actinologie et d'électricité médicale à l'usage des collectivités publiques, des établissements à caractère sanitaire qui en relèvent, des formations dépendant des services de santé aux armées et des établissements sanitaires des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté interministériel du 9 avril 1962 relatif à l'agrément des installations radiologiques à usage médical ;

Sur proposition du comité de contrôle des appareils de radiologie et d'électricité médicale siégeant auprès de l'union technique de l'électricité et après avis favorable de la commission interministérielle de normalisation du matériel médico-chirurgical et électro-chirurgical,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est procédé à l'homologation sous les numéros ci-après des prototypes d'appareils ci-dessous désignés dont les caractéristiques techniques répondent aux conditions déterminées par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté interministériel du 27 juin 1952 et par l'article 2 de l'arrêté interministériel du 9 avril 1962 :

CONSTRUCTEUR	DÉSIGNATION DE L'APPAREIL	NUMÉROS d'homologation.	UTILISATION
Etablissements Merate, Electromedicali, Bergamo (Italie), représentés par la Société industrielle d'appareils médicaux et scientifiques, 122-124, rue de Javel, 75-Paris (15 <sup>e</sup> ).	Générateur TRANSISTOR 400 (série 0111).	898-OI-68	Radiographie (catégorie B).
Etablissements Siemens WW - Med., Erlangen (Allemagne fédérale), représentés par la Société industrielle d'appareils médicaux et scientifiques, 122-124, rue de Javel, 75-Paris (15 <sup>e</sup> ).	Bloc radiogène Radio-Sphérix 2 E (avec tube SR 72/12).	899-TA-68	Radiodiagnostic (catégorie A).
	Tube SR 72/12 (série D, n° 17451).	900-RE-68	Radiodiagnostic.
Etablissements Elema Schonander, Industrivägen, 23-Stockholm (Suède), représentés par la Société industrielle d'appareils médicaux et scientifiques, 122-124, rue de Javel, 75-Paris (15 <sup>e</sup> ).	MINGOGRAPH 34 (série EM 34, n° 915).	901-NU-68	Electrocardiographie.
Etablissements Odel, Muggio (Italie), représentés par la société Ray-Omnix, 23, rue Danton, 69-Lyon (3 <sup>e</sup> ).	Générateur ORION 500/150 (série EF, n° 5269).	902-ME-68	Radiodiagnostic (catégorie D).
Etablissements Raytheon Elsi, Palerme (Italie), représentés par la société Ray-Omnix, 23, rue Danton, 69-Lyon (3 <sup>e</sup> ).	Gaine ARODIX 60/125 (n° 20544).	903-RS-68	Radiodiagnostic.
	Tube R/113 (n° 9923).	904-EL-68	Radiodiagnostic.
	Tube HD 801 (n° 80823).	905-RT-68	Radiographie.
Compagnie générale de radiologie, 13, square Max-Hymans, 75-Paris (15 <sup>e</sup> ).	Générateur pour SENOGAPHE (type 168.354, n° 20339).	906-OU-68	Mammographie et radiographie des extrémités et des tissus mous.
	Tube GS 343.4 (n° 90901) (pour usage exclusif dans le générateur pour sénographie).	907-NE-68	Radiographie.
	Gaine INDUSTRIX 60 (type 173.807, n° 24573) pour tube GS 343.4.	908-LA-68	Radiographie.

Art. 2. — Le directeur général de la santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 novembre 1968.

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

Le directeur du cabinet,  
PAUL LEMERLE.